

Et en France, ça va comment ?

Le mois de mars fut riche en rebondissements.

Situation générale, les électeurs s'expriment dans les urnes !

Les élections régionales ont été l'occasion d'une **claque mémorable** pour la politique de Sarkozy. Une pâtée pour ses «amis» politiques qui n'auront pas la «chance» d'être président-e de région, mais aussi pour ses «amis» patrons qui sentent bien que quelque chose est en train de se passer, que quelque chose pourrait arriver. Quoi qu'il en soit, ces élections montrent qu'il est **possible de battre Sarkozy** et ses projets visant à détruire tous les acquis, toutes les solidarités faisant place à l'individualisme, au profit de l'argent roi et du libéralisme.

Situation sociale, les lycéens, les sans emploi, les salariés et les retraités s'expriment dans la rue

Le 23 mars a vu la mobilisation de millions de personnes, dont 800 000 descendues dans la rue crier leur colère face aux **conditions de travail** qui se dégradent, aux **salaires** qui restent misérablement bas, à la future «réforme» des

Et à Savigny ?

Commission Technique Paritaire

Vos représentants SUD au **CTP** se sont fait l'écho de deux demandes de collègues :

1. Depuis 5 ans, l'employeur ne payait pas au tarif les heures de nuit d'une collègue (indemnité de 17 cts/h pour surveillance, 80 cts/h si travail intensif). Incroyable... mais vrai. Et vous savez quoi ? Après un 1^{er} courrier, il lui a été accordé un rattrapage sur 3 mois. Si ça continue, ça va finir au tribunal administratif. **En tout cas, si vous faites des heures de nuit, vérifiez vos fiches de paie** (l'indemnité doit apparaître) ! Et si y'a un problème, contactez nous.

2. Des collègues subissant l'**horodateur** ne récupèrent pas leurs **heures supplémentaires**. En effet, le manque de personnel est un handicap. La règle est claire, rappelée par le directeur général des services, les heures supplémentaires liées à la surcharge de travail ou à l'absentéisme doivent être récupérées. Pis y'a des cadres pas fort en management.

Il a même dit que sa porte était ouverte ! Chiche ?

Pour nous : pas d'heures sup ou alors payées ou récupérées (au choix des agents). Des embauches !

Pour nous contacter :

Denise : 06 19 55 94 99, Christian :

Lydie : 06 03 84 10 34, Stéphane 06 62 45 57 45

retraites qui nous conduira à travailler jusqu'à 65, 67 ou 70 ans...

Contrairement à ce que nous prédisent les oiseaux de mauvais augure, les français restent attachés à l'amélioration de leurs conditions de vie et ne se satisfont pas de la misère que l'on voudrait leur imposer, pendant que les actionnaires s'engraissent.

Et nous, allons nous nous battre ?

Car que l'on veuille le voir ou pas, que l'on croit encore qu'il est possible de **défendre nos droits** ou pas, l'actualité est là. Le prochain «grand» projet de Sarkozy est bien clair : nous faire cotiser plus, travailler plus longtemps, pour gagner moins à la retraite.

Sommes-nous d'accord avec cela ? Allons nous nous laisser plumer encore une fois, pendant que de soit disant représentants continuent à discuter en notre nom avec Sarkozy, essayant de nous faire croire que quelque chose est négociable avec ce gouvernement ?

Nous disons stop, car tout simplement, vivre dignement après tant d'années de labeur, ce n'est pas un luxe et c'est financièrement possible !

Service Minimum d'Accueil

Contrainte par la justice, sans s'être trop épuisée à se battre, la municipalité a dû mettre en place le **SMA**, ou comment **casser le droit de grève des enseignants**.

Les enseignants font grève ? Pas de problème, le gouvernement a créé, par la loi, un système pour les remplacer. Par qui ? Ca dépend des endroits.

A Savigny, ce sont les animateurs horaires, qui ont été sollicités. Ils font à peine des mi-temps, gagnent 600 euros et quelques par mois. Bref, des «proies faciles» puisque victimes de la précarité, de la faiblesse des salaires...

Comme nous l'avons écrit dans notre tract à leur intention, il nous paraissait plus judicieux de rejoindre les appels à la grève et à l'action du 23 mars, pour de vrais emplois et de vrais salaires, contre la précarité plutôt que de casser la grève des enseignants.

Mais, le résultat de la précarité et des bas salaires, ca donne ça, **les salariés se «battent» entre eux pour récolter quelques euros**.

Trop forts les patrons !

Pour nous : titularisation de tous les précaires, et hausse des salaires (1500 euros nets minimum, 65 points pour tous). Respect du droit de grève !

Chut, faut pas le dire !

Un équipement municipal devrait fermer ou changer de vocation. Il s'agit du relais de quartier Aubrac.

Oui, il paraîtrait que la situation sociale et tout le reste est en train de très nettement s'améliorer au quartier des Droits de l'Homme et qu'un équipement social n'a plus son utilité. Le nouveau nom du quartier, la Perspective, a probablement fait disparaître les difficultés sociales et économiques du coin. Si si, c'est sérieux.

Des agents ont été invités à se chercher un nouveau poste (sans rire !). De vrais « VRP » en devenir. D'autres, dans le cadre de mesures disciplinaires, sont mutés d'office vers des services qui, objectif recherché, les dégoutent assez du service public pour qu'ils ne souhaitent qu'une chose, le quitter !

Serait-ce une nouvelle façon de masquer les dysfonctionnements de management datant pourtant de plusieurs années ? La population, elle, nous interpelle !

Pour nous :

Rien ne justifie la fermeture d'un service public socialement utile aux habitants.

On ne masque pas des dysfonctionnements anciens avec des fermetures de service ou des réformes.

Les agents de la collectivité sont suffisamment murs pour être informés, à défaut d'être consultés.

PETITE ENFANCE CA BASTONNE ! : PAS DE BEBE A LA CONSIGNE, GREVE GENERALE le 6 MAI
Suite à un projet de réforme concernant les modes d'accueil des enfants (crèches, maternelles...), les personnels petite enfance sont mobilisés. De quoi s'agit-il : **déqualification, extension des capacités d'accueil par assistante maternelle, augmentation du taux d'encadrement dans les crèches, perte de 68000 places en maternelle...**
Bref, une dégradation des conditions d'accueil des enfants et une dégradation des conditions de travail des agents.

REFORME DES RETRAITES : MENSONGES ET DANGERS

Face à l'inertie des grandes organisations censées représenter les salariés, un appel vient d'être lancé pour informer largement du coup fatal aux retraites qui se prépare. Vous pouvez le trouver à www.exigences-citoyennes-retraites.net et le signer. En voici un rapide résumé.

« Le gouvernement prépare une nouvelle réforme des retraites qui risque de porter un **coup fatal** au système de retraite par répartition en jurant une fois de plus que c'est pour le sauver. Le bilan des réformes menées depuis 1993 est pourtant catastrophique et a conduit à une **baisse des pensions de près de 20 %**.

La réforme à l'étude vise à **supprimer l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans** en le portant à 62, 65 ou 67 ans. Les **femmes en seront une nouvelle fois les premières victimes** (enfants, temps partiels...), les chômeurs...

Pourtant, les entreprises se débarrassent déjà des plus de 50 ans (1 actif sur 2 de plus de 55 ans est sans emploi !). Une telle mesure conduira à **toujours plus de chômage pour les jeunes**.

« Pire », le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) dessine les contours d'un nouveau système de retraite « par points ou par compte notionnel ». Du « chinois » qui aura pour résultat de **ne plus garantir un taux de remplacement** (un niveau de pension). Résultat là encore, une baisse dramatique de nos retraites.

L'**augmentation de la durée de vie** n'est pas un drame. Au contraire, c'est un **progrès social inestimable** même s'il est inégalement réparti (un ouvrier a une espérance de vie de près de 10 ans inférieure à celle d'un cadre !). Alors oui, face à ce progrès que représente l'allongement de la durée de vie, la société doit prendre en charge le coût représenté. Comment ? En **répartissant mieux les richesses** produites. Par exemple, la part de la masse salariale (et donc des cotisations sociales et des retraites) dans la richesse produite (PIB) a baissé de près de 10% alors que les dividendes versés aux actionnaires sont passés de 3.2% du PIB à 8.5% entre 1982 et 2007. **L'argent pour payer des retraites « correctes » existe** (on l'a vu avec la crise des banques).

Il suffit de le prendre là où il se trouve !

Il s'agit là d'un choix politique de justice et de solidarité.

La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre. Nous ne pouvons accepter l'appauvrissement programmé des futurs retraités, l'idéologie absurde du travailler toujours plus et la destruction des solidarités sociales. Nous souhaitons contribuer à une vaste mobilisation citoyenne (réunions publiques, appels locaux...) pour stopper cet engrenage. »

Nous sommes toutes et tous concerné-e-s et... responsables de ce qui va se passer.

Grand chamboulement en perspective

Il paraît que c'est interdit d'en parler. Vous savez-pas ? Ben il semblerait que la direction générale de la commune débat d'une réorganisation de «grande» ampleur pour un meilleur fonctionnement du service public local.

A priori, doublement de quoi s'étonner :

1. cette réorganisation peut-elle avoir pour seul objectif d'améliorer le service public local (pour quel coût quand l'heure est aux économies ?) ?
2. une réorganisation de «grande» ampleur est-elle possible à la mairie de Savigny ?

Nous, ça ne nous fait pas rire en fait.

Nous ne pensons pas qu'une «révolution» de salon aboutira à quoi que ce soit et que toute réflexion un tant soit peu sérieuse devrait au moins prendre l'avis des agents de cette collectivité.

Nous pensons vraiment que le service public local et les agents qui le font vivre ne vont pas bien.